

Dans des circonstances comme celles-là, il faut pouvoir compter sur tout le talent, toute la sagesse et toute la bonne volonté et des pouvoirs publics et du secteur privé. Je suis convaincu qu'au Canada comme ailleurs on atteindra le degré de coopération, ou on arrivera à l'indispensable mise en commun des énergies. Mais cela ne peut se produire sans le réalisme et le dévouement qui sont les ingrédients de la réussite en affaires et, j'espère que vous voudrez bien le reconnaître, en politique. Il faut que nous apprenions à accepter au sein de nos sociétés, comme dans leurs rapports entre elles, les avantages qui découleront de la réduction de l'écart entre le riche et le pauvre, de l'institution d'un système commercial solide et fondé sur des prix et des balances commerciales stables, de l'abaissement des barrières tarifaires ou autres, enfin d'une croissance économique raisonnable et régulière dans tous les pays.

La coopération, la compréhension, la collaboration, n'ont rien de nouveau sur ce continent. Je note avec espoir ces signes d'une meilleure coordination de l'activité régionale d'un bout à l'autre de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Pacte andin et le Marché commun d'Amérique centrale nous en donnent des exemples éclatants. C'est avec plaisir que le Canada a fourni au Comité du Groupe andin son aide technique ainsi que des fonds pour ses études économiques. C'est là l'une des formes de coopération industrielle, un principe auquel mon gouvernement attache une extrême importance en tant que facteur d'expansion industrielle. Nous sommes convaincus que ce genre de coopération augmente les chances de la coparticipation et nous amènera à un élargissement bénéfique des horizons économiques.

Il n'y a pas si longtemps, monsieur le président, pas suffisamment longtemps en tout cas pour que la plupart des membres de cet auditoire ne s'en souviennent pas, le seul groupe canadien, ou presque, à s'intéresser à l'Amérique latine était encore la communauté commerciale et industrielle. C'est un intérêt qui dure encore, qui s'est même accru. Mais il n'est plus le seul: le gouvernement fédéral est entré activement sur la scène. Ainsi, il est présent au sein de l'Organisation des États américains (O.E.A.) et de ses organismes spécialisés, à la Banque interaméricaine de développement et à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). A ses côtés, on trouve désormais plusieurs provinces, ainsi que des groupes universitaires et des particuliers. D'une certaine façon, ma présence ici aujourd'hui servira à élargir encore l'intérêt que notre pays porte à l'Amérique latine du simple fait que le lien entre le Canada et ce continent sera rendu plus visible encore à des millions de gens, par les journalistes de la presse écrite et parlée qui m'accompagnent.